



Résumé de l'entrevue : Observatoire de l'écosystème médiatique (Aengus Bridgman, Peter Loewen et Taylor Owen)

Aengus Bridgman, Peter Loewen et Taylor Owen ont été interrogés par les avocats de la Commission le 21 août 2024.

Notes aux lecteurs :

- Les segments de texte entre crochets sont des notes explicatives fournies par les avocats de la Commission pour aider le lecteur.

1. Information contextuelle sur les témoins

- [1] Aengus Bridgman est professeur adjoint (recherche) à l'École de politiques publiques Max Bell de l'Université McGill. Il est directeur de l'Observatoire de l'écosystème médiatique (en anglais, *Media Ecosystem Observatory*, ou « **MEO** »).
- [2] Peter Loewen est le doyen Harold Tanner de la Faculté des Arts et Sciences de l'Université Cornell. Il était auparavant directeur de l'École sur les Affaires mondiales et de Politiques publiques Munk et a été désigné Professeur distingué en démocratie Robert Vipond au Département de sciences politiques de l'Université de Toronto. Il est co-enquêteur principal au MEO.
- [3] Taylor Owen est titulaire de la chaire Beaverbrook sur les médias, l'éthique et les communications, directeur du Centre pour les médias, la technologie et la démocratie, ainsi que professeur agrégé à l'École de politiques publiques Max Bell à l'Université McGill. Il est co-enquêteur principal au MEO.

2. L'évolution de l'écosystème des médias au Canada

- [4] Les témoins ont été invités à décrire l'évolution de l'écosystème des médias au Canada au cours des vingt dernières années.

- [5] Le professeur Owen a évoqué l'évolution de l'infrastructure des communications. Il a expliqué que l'écosystème des médias était autrefois caractérisé par une production et une diffusion « industrielles ». Les médias traditionnels, les journaux par exemple, étaient à la fois responsables de la production du contenu et de sa distribution aux consommateurs. Ils devaient également s'assurer que les informations qu'ils diffusaient étaient fiables et écarter celles qui ne l'étaient pas ou qui étaient erronées. Le modèle financier qui prévalait à l'époque permettait à ces acteurs industriels d'assurer à la fois la production, le filtrage et la diffusion de l'information.
- [6] L'avènement d'Internet a bouleversé ce modèle à plusieurs égards. La décentralisation de la production de contenu en est un exemple. Avec l'Internet, la production d'information a cessé d'être centralisée au sein d'un petit nombre d'entités industrielles et est plutôt devenue l'affaire d'un large éventail d'acteurs.
- [7] Le filtrage a également changé. Avec l'essor des médias sociaux, c'est le facteur « social » qui est devenu la pièce maîtresse du filtrage de l'information. L'information à laquelle une personne était exposée relevait essentiellement de ce que ses amis, sa famille et d'autres contacts en ligne diffusaient. Ce passage du filtrage industriel au filtrage social a donné lieu à l'élaboration d'un ensemble de normes et de processus, tels que les règles de modération du contenu sur les plateformes. Les médias ont tenté de s'adapter à cette forme de filtrage afin d'accroître la portée de leurs publications.
- [8] Les élections générales de 2019 et de 2021 se sont toutes deux déroulées à une époque où les réseaux sociaux étaient les vecteurs principaux de la visibilité et de la fiabilité perçue des informations.
- [9] Depuis l'élection de 2021, d'autres changements sont survenus. Si la production demeure décentralisée, la distribution est devenue, elle, très centralisée entre les mains d'un petit nombre de plateformes numériques. Toutefois, le filtrage ne repose plus sur les contacts sociaux, mais plutôt sur des systèmes algorithmiques centralisés qui sont les vecteurs principaux de visibilité de l'information. Ce que les amis d'un utilisateur disent et font ne détermine plus les informations qui lui seront proposées. C'est l'algorithme d'une plateforme qui décide, sur une base hautement individualisée, ce que

l'utilisateur verra. TikTok a été la première plateforme à adopter le filtrage algorithmique, mais cette pratique s'est étendue à la plupart des grandes plateformes.

- [10] Le professeur Loewen a fait remarquer qu'il est important de définir l'écosystème médiatique. Si l'on se demandait comment les gens s'informaient sur la politique avant l'an 2000, on mentionnerait notamment la télévision et la radio nationales et locales, les journaux nationaux et locaux, les magazines, éventuellement les lettres d'information d'organisations telles que les églises, et à travers des conversations directes avec d'autres personnes.
- [11] Chacune de ces sources d'information a connu un déclin plus ou moins marqué au cours des 25 dernières années. Les abonnements aux journaux et aux magazines imprimés sont aujourd'hui beaucoup moins courants, même si la lecture d'articles des versions en ligne de ces publications reste répandue. Regarder les nouvelles nationales est aussi moins courant, mais la baisse n'a pas été aussi spectaculaire. Le déclin des nouvelles locales, à la fois à la télévision et dans la presse écrite, a été beaucoup plus spectaculaire.
- [12] Dès 2010, les abonnements aux médias imprimés étaient en baisse et, en même temps, Google commençait à exercer un monopole sur le marché de la publicité en ligne. Cette situation a entraîné le déclin rapide des journaux, qui ont perdu les recettes publicitaires découlant de leurs éditions papier et n'ont pas pu les compenser par les recettes publicitaires en ligne.
- [13] On en sait moins sur la consommation de nouvelles au moyen de médias qui ne sont pas traditionnellement considérés comme des médias d'information, tels que Twitter et TikTok, ou sur la question de savoir si ces plateformes ont supplanté les conversations entre personnes comme moyen de transmission de l'information.
- [14] Le professeur Loewen a fait remarquer qu'il n'est pas certain que, compte tenu de tous les moyens de transmission de l'information, les gens soient aujourd'hui exposés à une plus grande quantité de fausses informations qu'auparavant. L'environnement en ligne facilite la diffusion de fausses informations beaucoup plus rapidement et à plus grande échelle, mais il y existe également de meilleures capacités de reconnaissance et de

suivi des fausses informations comparativement à ce qui est possible pour, par exemple, les conversations entre personnes.

- [15] Le professeur Bridgman a évoqué l'évolution du rôle joué par l'anonymat dans l'écosystème numérique. Lorsque les médias sociaux ont commencé à devenir répandus, beaucoup ont cru, de manière optimiste, qu'ils permettraient d'établir des liens solides entre individus et qu'ils offriraient aux gens la possibilité d'unir leurs efforts pour mettre en œuvre des changements sociaux.
- [16] De nos jours, si les voix les plus influentes dans les espaces en ligne sont généralement des entités connues, l'anonymat est également très répandu. Par conséquent, l'origine des idées et des informations est souvent obscure. À une époque antérieure, les consommateurs savaient qui leur fournissait des informations, par exemple un média identifiable ou une personne qu'ils connaissaient. Aujourd'hui, l'environnement numérique est marqué par la création et la diffusion anonymes d'idées. Les indicateurs de consensus et la valeur accordée aux opinions (c'est-à-dire l'engagement dans les espaces de médias sociaux) sont également influencés par l'anonymat, ce qui affecte la manière dont les gens appréhendent le monde politique.
- [17] Depuis 2015 et 2016, la mésinformation et la désinformation ont pris une place prépondérante dans les travaux universitaires. Les chercheurs ont tenté d'étudier ces phénomènes en partant du principe que ceux-ci se distinguent des autres catégories d'informations dans leur fonctionnement et qu'il est possible de les reconnaître, de les baliser et de les suivre. Au cours des cinq dernières années, il est devenu de plus en plus clair que cette hypothèse n'était pas réaliste. Il est en effet difficile de distinguer la mésinformation et la désinformation des informations avérées. Si la mésinformation et la désinformation n'ont aucune caractéristique particulièrement nouvelle, l'anonymat rend difficile et souvent impossible de savoir d'où viennent les idées, et les fausses informations peuvent circuler de la même manière que les vraies.
- [18] Le professeur Bridgman a mis en garde qu'il pourrait être erroné de penser que ce qui circule dans les espaces en ligne est le reflet exact du monde réel. Les recherches montrent qu'il existe au Canada une population chroniquement active en ligne qui partage de la mésinformation et de la désinformation. Cette population se distingue

toutefois de la grande majorité des Canadiens. Cependant, il est possible que ces personnes, même si elles sont peu nombreuses, puissent avoir un impact significatif dans le monde réel.

- [19] Interrogé sur les caractéristiques de l'écosystème de l'information qui pourraient être inédites ou différentes en 2025 et au-delà, le professeur Loewen a évoqué le rôle que l'intelligence artificielle (« IA ») pourrait jouer dans la diffusion de l'information. La capacité de l'IA à générer à grande échelle des visuels ou du langage persuasif de haute qualité a le potentiel d'avoir une incidence notable sur l'écosystème à court terme. Le professeur Loewen a également fait remarquer que le faible coût de l'utilisation de l'IA pour générer du contenu risque d'avoir un impact particulier dans le contexte des élections. Il a mentionné les limites imposées par le cadre législatif sur les dépenses de publicité électorale comme un élément central de l'approche du Canada en matière d'équité électorale. L'IA générative pourrait perturber cette approche en permettant la production de messages politiques percutants au cours d'une élection, à un coût faible, voire nul.
- [20] Les professeurs Bridgman et Owen ont tous deux reconnu que l'IA générative était susceptible de constituer un nouvel élément majeur de l'écosystème de l'information. Ils ont également souligné que l'évolution vers des flux d'informations hyper personnalisées résultant des algorithmes des plateformes serait un facteur qui continuerait à avoir un impact grandissant sur l'écosystème.
- [21] Le professeur Owen a fait remarquer que les plateformes sont toujours en cours d'élaboration de politiques en matière d'IA et qu'il ne pense pas que ces politiques seront pleinement mises en œuvre à temps pour la prochaine élection fédérale au Canada. Il a observé qu'une grande partie du contenu des plateformes est déjà générée par l'IA, et que nous arrivons à un point où les gens seront exposés à davantage de contenu généré par l'IA que de contenu produit par des humains.
- [22] Le professeur Bridgman a mentionné le retrait du contenu de nouvelles de Facebook et d'Instagram [à la suite de l'adoption de la *Loi sur les nouvelles en ligne*], ainsi que l'évolution des pratiques de Twitter/X sous l'influence de son nouveau propriétaire, comme autant de facteurs supplémentaires qui auront un impact sur l'écosystème

médiatique dans le futur. Le professeur Owen a indiqué que la perte d'environ 11 millions de visionnements par des Canadiens de publications produites par des journalistes est vraisemblablement un résultat négatif net, car ces publications jouissaient au moins d'une certaine présomption d'intégrité.

- [23] Le professeur Loewen a reconnu que le fait de ne plus pouvoir diffuser de nouvelles sur Facebook occasionne vraisemblablement un coût social important. Il s'est également demandé si le système de subventions mis en place par la *Loi sur les nouvelles en ligne* permettra aux entités médiatiques de mieux ou de moins bien se porter financièrement, ce qui pourrait avoir d'autres répercussions sur l'écosystème de l'information. Le professeur Owen a suggéré que l'effet serait vraisemblablement différent d'une publication à une autre.
- [24] Le professeur Bridgman a fait remarquer que le public canadien est désormais beaucoup plus attentif à la question de l'ingérence étrangère. Cela pourrait avoir une série d'impacts sur l'écosystème de l'information. D'une part, les gens sont désormais à l'affût de ce qui pourrait constituer de l'ingérence étrangère dans l'écosystème de l'information et sont davantage susceptibles de le signaler aux universitaires, aux journalistes ou au gouvernement. D'autre part, il peut en résulter une hypervigilance qui se traduit par des réactions excessives à des informations qui peuvent ou non être le fruit d'ingérence étrangère.
- [25] Le professeur Loewen a fait remarquer que, si les plateformes en ligne deviennent peu fiables en raison des préoccupations liées à l'ingérence étrangère, aux « deepfakes » [hypertrucages] par IA ou à d'autres facteurs, les gens pourraient tout simplement ne plus se tourner vers ces plateformes pour obtenir des informations sur des sujets politiques. Le professeur Owen a suggéré que cela pourrait également conduire les membres du public à accorder une réelle importance aux événements dont ils peuvent être sûrs qu'ils sont authentiques, tels que les débats des chefs pendant les élections. Ces événements pourraient regagner une partie de l'importance qu'ils ont eue au cours des décennies précédentes.

3. L'Observatoire de l'écosystème médiatique

3.1 La création du MEO

- [26] Le MEO est né de conversations entre les professeurs Loewen, Owen et d'autres collègues au cours de la période ayant précédé l'élection fédérale de 2019. Ces derniers s'inquiétaient du fait qu'il n'y avait pas de capacité sophistiquée au Canada pour comprendre ce qui se passait dans l'écosystème canadien de l'information.
- [27] Ils ont estimé qu'il était important de pouvoir mieux comprendre l'écosystème canadien, lequel diffère des autres écosystèmes médiatiques à l'égard desquels des travaux étaient réalisés, afin de comprendre ce qui se passait pendant les élections. D'un point de vue méthodologique, il serait également difficile de formuler des recommandations en matière de politiques sur la base d'une recherche effectuée sur les écosystèmes médiatiques d'autres pays. Enfin, on ne pouvait réellement savoir si l'écosystème du Canada était similaire ou différent de celui d'autres pays relativement aux aspects étant pertinents.
- [28] Les professeurs Loewen et Owen jugeaient également qu'il existait très peu d'entités qui regroupaient les recherches sur l'écosystème médiatique lui-même (par exemple, la manière dont l'information circule) et les réponses comportementales des utilisateurs (par exemple, la manière dont les individus réagissent à l'information à laquelle ils sont exposés). Ils ont donc pensé qu'il serait utile de regrouper ces deux secteurs de recherches.
- [29] Ce type de travail nécessiterait probablement un soutien gouvernemental en raison de la grande quantité de ressources nécessaires pour mener un chantier à si vaste échelle. Cependant, les professeurs Loewen et Owen pensaient également que le travail devrait être effectué indépendamment du gouvernement. Ils ne pensaient pas que les forces de l'ordre, les agences de sécurité et du renseignement, ou d'autres acteurs gouvernementaux, devraient être impliqués dans la collecte des données et le travail de surveillance en soi.
- [30] C'est à la suite de ces discussions que le MEO – initiative codirigée par l'École de politiques publiques Max Bell de l'Université McGill et l'École sur les Affaires mondiales

et de Politiques publiques Munk de l'Université de Toronto – a vu le jour. Il réunit des experts en informatique, en sciences politiques, en sciences de la communication et en politiques publiques afin de mieux comprendre l'écosystème médiatique canadien en ayant recours à l'analyse de données en ligne à grande échelle et à de la recherche par enquêtes.

- [31] Le MEO a pour objectif d'améliorer notre compréhension de l'écosystème médiatique, de la manière dont l'information y circule, des acteurs pertinents qui le composent, de l'impact de son fonctionnement sur l'information à laquelle les gens sont exposés et de l'influence de cette information sur leur comportement. Les travaux du MEO s'adressent aux citoyens, aux journalistes et aux décideurs politiques.
- [32] Le MEO est indépendant du gouvernement. Bien qu'il reçoive des fonds gouvernementaux, il ne reçoit pas d'instructions des autorités quant à son mode de fonctionnement. Les professeurs Owen et Loewen ont toutefois tous deux fait remarquer que le MEO est conçu pour mener des recherches présentant un degré élevé de pertinence pour les décideurs politiques. À ce titre, le MEO n'hésite pas à dialoguer avec le gouvernement. Si tous ses rapports sont publiés et mis à la disposition du public, le MEO informe également les fonctionnaires de ses conclusions, notamment des responsables au sein du Bureau du Conseil privé (« **BCP** »). Les informations fournies aux responsables du gouvernement sont les mêmes que celles que le MEO met à la disposition du public.
- [33] Le MEO est régulièrement en contact avec le Secrétariat des institutions démocratiques du Bureau du Conseil privé (« **ID-BCP** »). Il tient une réunion mensuelle avec l'Unité de protection de la démocratie (« **UPD** »), qui met régulièrement le MEO en contact avec d'autres publics gouvernementaux pour partager ses travaux. Le MEO n'entretient pas de rapports formels avec les responsables siégeant sur le Panel des cinq du Protocole public en cas d'incident électoral majeur. Il espère toutefois que ces organes s'intéressent activement à son travail, ce qui semble être le cas. Bien que le MEO ne soit pas en mesure de se prononcer sur l'intégrité des élections, il peut fournir des informations de référence sur l'écosystème de l'information et comprendre comment des perturbations peuvent avoir un impact sur son fonctionnement. Ces informations

peuvent être précieuses pour des entités telles que le Panel des cinq dans l'exercice de leurs fonctions.

3.2 Activités du MEO, 2019–2022

- [34] Le MEO a débuté son travail en étudiant l'écosystème des médias pendant la période ayant précédé l'élection générale de 2019 et au cours de celle-ci. Il a entrepris ce travail grâce au financement du Projet Démocratie numérique/Forum des politiques publiques, de la Fondation familiale Rossy, du Groupe Luminare, de la Fondation McConnell et de la Fondation Mozilla. Son travail consistait à surveiller les médias numériques et sociaux, à mener des enquêtes nationales et à étudier un échantillon de données en ligne mesurées (c'est-à-dire des données provenant d'un groupe d'individus ayant accepté que leurs activités en ligne soient enregistrées et suivies à des fins de recherche). Cette étude a donné lieu à un rapport intitulé *Lessons in Resilience: Canada's Digital Media Ecosystem and the 2019 Election* [Leçons de résilience : l'écosystème des médias numériques du Canada et l'élection de 2019]¹.
- [35] Durant cette période, le MEO a également participé à un projet parallèle intitulé *Défi de recherche sur l'écosystème numérique*, codirigé par le professeur Owen et la professeure Elizabeth Dubois de l'Université d'Ottawa, lequel était financé par une subvention du ministère du Patrimoine canadien. Dans le cadre de ce projet, le MEO a distribué les données qu'il avait recueillies à 17 autres projets de recherche à travers le Canada. Cela a permis à ces projets d'entreprendre leur propre travail d'analyse à partir des données du MEO concernant l'élection de 2019. Ce travail a donné lieu à un rapport intitulé *Understanding the Digital Ecosystem: Findings from the 2019 Federal Election* [Comprendre l'écosystème numérique : constats découlant des élections 2019]².
- [36] Après l'élection générale de 2019, l'infrastructure du MEO a été mise en place et il lui était possible de poursuivre la collecte de données. Le MEO a également continué à

¹ COM0000511.

² COM0000578.

entretenir des relations avec des institutions partenaires, en leur communiquant les données qu'il collectait afin de leur permettre d'effectuer leurs propres analyses.

[37] Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé le Canada au début de l'année 2020, le MEO a concentré ses efforts sur la manière dont les informations relatives à la pandémie circulaient dans l'écosystème médiatique canadien. Au cours de cette période, le MEO a eu des interactions plus fréquentes avec le gouvernement du Canada, lui fournissant des informations sur la façon dont les informations sur la pandémie circulaient au Canada.

[38] En 2021, le MEO s'est à nouveau penché sur la santé de l'écosystème médiatique dans le contexte de l'élection générale fédérale. Le MEO a pu effectuer une analyse plus sophistiquée pour l'élection de 2021 que pour celle de 2019. Cela a donné lieu à un rapport intitulé *Mis- and Disinformation During the 2021 Canadian Federal Election* [Mésinformation et désinformation pendant l'élection fédérale canadienne de 2021]³.

3.3 Le Réseau canadien de recherche sur les médias numériques

[39] En avril 2022, le MEO a reçu une subvention du ministère du Patrimoine canadien dans le cadre du Programme de contributions en matière de citoyenneté numérique afin de constituer une nouvelle structure appelée le Réseau canadien de recherche sur les médias numériques (« **Réseau** »).

[40] Le Réseau est un partenariat conclu entre le MEO et neuf organisations externes qui collaborent afin de mieux comprendre l'écosystème des médias canadiens.

[41] Le MEO constitue le noyau du Réseau. Il est responsable de la collecte des données relatives à l'écosystème médiatique, ainsi que de la coordination du Réseau et de l'administration des fonds. Les autres membres du Réseau ont accès aux données du MEO et peuvent appliquer leurs propres méthodologies et expertises pour les analyser selon leurs propres approches.

[42] La logique qui sous-tend le modèle du Réseau est la suivante : le coût de la collecte des données ne devrait pas être inutilement dédoublé. Avant la création du Réseau, les

³ COM0000512.

chercheurs étaient chargés à la fois de collecter des données sur l'écosystème médiatique et de les analyser. Or, l'exécution de ces deux fonctions nécessite beaucoup de ressources. En centralisant la collecte des données auprès du MEO, le Réseau soulage les partenaires de ce fardeau et leur permet de se concentrer sur l'analyse. Au niveau international, le MEO est la seule organisation à effectuer ce type de collecte centralisée de données pour l'ensemble de l'écosystème médiatique d'un pays.

[43] Outre la collecte et la distribution des données, le MEO effectue également ses propres analyses. Chaque mois, sous les auspices du Réseau, le MEO publie un Rapport de Situation qui rend compte de l'état de l'écosystème de l'information au cours du mois précédent en ce qui concerne la politique, les médias et l'état plus général de la démocratie⁴.

[44] Le Réseau est destiné à jouer un rôle de premier plan dans la surveillance de l'écosystème numérique au cours de la 45^e élection générale et dans la détection des effets de la mésinformation et de la désinformation sur l'élection. Cependant, la capacité du Réseau à remplir cette fonction dépend du maintien continu de son financement. Le Réseau ne dispose actuellement d'un financement que jusqu'à la fin du mois de mars 2025.

4. Approches méthodologiques en matière de surveillance et de lutte contre la mésinformation et la désinformation

4.1 Généralités

[45] Les avocats de la Commission ont demandé aux témoins de discuter des méthodologies utilisées pour détecter la mésinformation et la désinformation dans l'environnement en ligne, ainsi que pour contrecarrer leurs effets.

⁴ À titre d'exemple, les lecteurs sont invités à consulter les Rapports de Situation du MEO : COM0000514, COM0000515, COM0000516. Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée par le MEO pour produire les Rapports de Situation, voir COM0000499.

- [46] Le professeur Bridgman a expliqué que les différents acteurs utilisent des méthodologies différentes et que ces méthodes ont évolué au fil du temps. Il a identifié trois catégories d'acteurs qui ont joué un rôle dans ce domaine : les journalistes, les organisations de la société civile et les chercheurs du milieu académique.
- [47] Le professeur Loewen a déclaré qu'à partir des années 2000, les journalistes ont commencé à procéder à la « vérification des faits » [*fact checking*] dans le discours politique. À l'époque, ces activités visaient à augmenter le lectorat, et n'étaient peut-être pas principalement motivées par des préoccupations sur le plan des enjeux concernant la désinformation et la désinformation ou encore l'ingérence étrangère dans les élections. Le professeur Bridgman a indiqué que, par la suite, lorsque l'ingérence étrangère dans les élections est devenue une préoccupation plus répandue, les organisations de la société civile ont également commencé à vérifier les faits des déclarations politiques dans le but de fournir des informations exactes au public.
- [48] Plus récemment, il est apparu que la vérification des faits avait ses limites, à la fois pour comprendre comment la désinformation et la désinformation circulent et pour les combattre. Le professeur Owen a souligné que les chercheurs se rendent maintenant compte que les tentatives des journalistes de réfuter la désinformation et la désinformation ont souvent pour effet de les amplifier, en attirant l'attention du public sur elles.
- [49] Les journalistes comme les acteurs de la société civile ont commencé à s'appuyer de plus en plus sur des méthodes ethnographiques basées sur l'observation des communautés en ligne. Dans certains cas, ils se sont intégrés à ces communautés en créant des comptes sur des plateformes et en consacrant beaucoup de temps à l'observation des acteurs en ligne, ainsi qu'en échangeant avec eux. L'objectif de ces travaux était de comprendre les acteurs qui génèrent et diffusent de la désinformation et de la désinformation, ainsi que les environnements dans lesquels ils opèrent.
- [50] Par la suite, les chercheurs du milieu académique ont également commencé à participer à ce type d'activités. Leur objectif n'était pas tant de comprendre des éléments particuliers de désinformation et de désinformation que de comprendre leur structure au sein de l'écosystème numérique. À cette fin, les chercheurs ont commencé

à examiner la mésinformation et la désinformation « à l'échelle », c'est-à-dire dans l'ensemble de l'écosystème numérique.

- [51] L'une des limites de ces recherches à grande échelle tient au fait qu'elles sont en grande partie rétrospectives. Si les chercheurs sont en mesure de cerner un événement survenu dans le passé et d'analyser la manière dont la mésinformation ou la désinformation s'est propagée, au moment où les résultats de ces recherches sont rendus publics, l'événement a déjà eu lieu, et son impact a eu le temps de se faire sentir. Des organisations comme le MEO tentent de pallier cette limite en se concentrant sur des méthodes de surveillance active, qui permettent de détecter les événements en temps réel et d'en faire état en temps utile.
- [52] Le professeur Owen a ajouté que le passage à une surveillance à grande échelle s'est également appliqué à la vérification des faits par les plateformes en ligne elles-mêmes. Il a évoqué des plateformes comme Facebook qui ont adopté des pratiques de modération de contenu à grande échelle, soutenues par des dizaines de milliers de vérificateurs de faits. Cela s'explique par le fait que, pendant un certain temps, la diffusion de la mésinformation et de la désinformation était considérée comme une menace existentielle à la viabilité à long terme de ces plateformes. La vérification des faits est ainsi devenue l'un des principaux vecteurs, avec les contacts sociaux, du contenu auquel les utilisateurs étaient exposés en ligne. Les plateformes ont imposé une série de mesures visant à limiter l'exposition à des informations non fiables, allant de petits « coups de pouce » tels que l'estompement d'images ou la suggestion d'autres sources d'information, jusqu'au blocage de l'accès à l'information.
- [53] Plus récemment, deux développements ont conduit les plateformes à cesser ce type de vérification des faits à grande échelle. Tout d'abord, l'abandon du filtrage social au profit du filtrage algorithmique s'est traduit par un contrôle plus centralisé du contenu auquel les utilisateurs étaient exposés. Deuxièmement, un fort mouvement idéologique s'est opéré à l'encontre de la vérification des faits. Aujourd'hui, beaucoup considèrent la vérification des faits comme une forme de censure qui ne devrait pas être effectuée par les plateformes. La résultante de ces deux tendances est un écosystème dans lequel la vérification des faits à grande échelle par les plateformes est largement absente.

[54] Le professeur Owen a indiqué que la fonction actuelle de « notes de la communauté » de Twitter/X constituait une expérience intéressante de vérification décentralisée des faits.

4.2 Méthodes employées par le MEO

[55] Le MEO ne cherche pas à comprendre les éléments individuels de mésinformation et de désinformation. Il tente plutôt de comprendre l'écosystème numérique dans son ensemble. Il se concentre également sur la collecte et l'analyse de données en temps réel.

[56] Le MEO utilise trois sources d'information principales pour remplir cette fonction : les données de traces numériques, les enquêtes représentatives et la surveillance médiatique.

[57] Les **données de traces numériques** sont toutes les informations laissées sur une plateforme qui peuvent être collectées et analysées. Il peut s'agir de métadonnées telles que les mentions « J'aime », les partages, le nombre de commentaires, les liens intégrés, les photos téléchargées, les mots-clés (*hashtags*), les mentions et l'URL du message. Le MEO recueille des données de traces numériques de six grandes plateformes en ligne hébergeant du contenu politique : TikTok, Twitter/X, Facebook, Instagram, YouTube et Telegram. Ces données peuvent être analysées conjointement pour reconnaître la similarité sémantique du contenu au fil du temps – en d'autres termes, il s'agit de repérer les publications qui véhiculent une idée similaire et de retracer leurs relations les unes avec les autres. Cela permet au MEO de voir comment l'information se répand, non seulement au sein d'une seule plateforme, mais aussi sur l'ensemble des principales plateformes opérant au Canada.

[58] Le MEO a procédé à un tri de l'écosystème canadien de l'information en recensant environ 4 000 comptes clés qui semblent avoir l'impact le plus important sur la diffusion de l'information politique. Il a également recensé les comptes clés provenant de pays étrangers connus pour produire de la mésinformation et de la désinformation ayant une incidence sur le Canada. Cette liste inclut notamment la Chine, la Russie et l'Inde.

L'équipe de surveillance des médias du MEO [voir ci-dessous] évalue en permanence l'écosystème afin de repérer d'autres comptes clés à surveiller.

- [59] Des **enquêtes représentatives** de la population canadienne sont réalisées régulièrement pour connaître les attitudes et les opinions, en mettant l'accent sur la mésinformation et la désinformation. Le MEO s'associe à un fournisseur commercial de panels de sondages pour sonder mensuellement un échantillon national représentatif d'environ 1 500 Canadiens. Ces enquêtes sont utilisées pour évaluer l'impact des événements au sein de l'écosystème de l'information sur les Canadiens. Si la circulation de l'information dans l'écosystème en ligne constitue en soi un « impact », la question la plus importante est de savoir si cette information modifie les opinions ou les comportements des individus. Les enquêtes visent à répondre à cette question.
- [60] La **surveillance médiatique** est effectuée par une équipe de chercheurs qui consacre du temps à la lecture d'informations en ligne afin d'obtenir des données plus qualitatives sur l'écosystème. Cela inclut notamment la surveillance de contenu qui n'est pas en anglais ou en français, comme les communications en chinois simplifié sur WeChat. La fonction de surveillance médiatique permet d'identifier et de suivre les récits véridiques et faux en vogue. Ces informations permettent de contextualiser les données empiriques obtenues par le MEO et de décrire les tendances spécifiques en matière d'information.

4.3 Cadre de réponse aux incidents

- [61] Dans le cadre des activités du Réseau, le MEO a développé son modèle analytique de base afin de pouvoir répondre rapidement et de manière sophistiquée aux incidents d'information qui se produisent, y compris lors d'une élection. L'objectif est de permettre au Réseau dans son ensemble de remplir une fonction de réponse aux incidents. Le rôle du MEO est principalement axé sur la collecte et la diffusion des données, ainsi que sur la coordination des activités du Réseau.
- [62] Un incident d'information est défini comme une perturbation de l'écosystème de l'information, notamment des interruptions soudaines et prolongées, et qui a un impact significatif sur le flux normal de l'information ou sur son intégrité, entraînant un préjudice

potentiel ou réel pour le public, le gouvernement, la démocratie ou l'écosystème de l'information en tant que tel.

- [63] Lorsque le MEO détecte un incident ou en prend connaissance autrement, les experts en la matière du Réseau procèdent à une évaluation rapide afin de déterminer si le cadre de réponse doit être déclenché et, dans l'affirmative, quelles sont les ressources nécessaires pour la réponse. Différents critères sont utilisés, tels que le nombre de plateformes impliquées ou le fait que l'incident se produise à un moment crucial de la vie démocratique.
- [64] La MEO collecte et distribue les données aux membres du Réseau qui sont appelés à analyser rapidement les informations et à produire des rapports d'analyse de l'incident. Plusieurs membres du Réseau peuvent apporter leur propre éclairage sur l'événement en question, dans le but de faire toute la lumière possible sur celui-ci.
- [65] Pour chaque incident, le Réseau publie un avis initial d'incident, qui comporte une chronologie des événements et décrit les questions principales auxquelles le Réseau cherche à répondre. Il diffuse également des mises à jour sur l'incident, qui sont des constats rapides émanant des membres du Réseau et qui sont communiquées au fur et à mesure qu'elles sont produites. Enfin, le MEO produit un résumé de l'incident, qui résume les constats de recherche des membres du Réseau impliqués dans la réponse à l'incident et fait le point sur les conclusions générales qui s'en dégagent.
- [66] Ces trois types de rapports sont accessibles au public sur le site web du Réseau.
- [67] Autant que faire se peut, le Réseau attribuera un incident d'information à une source, y compris un gouvernement étranger. Toutefois, il y aura des cas où ce ne sera pas possible.
- [68] Le Réseau a mis à l'essai des versions du cadre de réponse aux incidents à petite échelle, notamment en réponse à l'assassinat de Hardeep Singh Nijjar en juin 2023 et à la campagne de réseau de *bots* liée à un événement du Parti conservateur du Canada tenu à Kirkland Lake, en Ontario, en août 2024. Le Réseau a l'intention de mettre à l'essai le cadre de réponse aux incidents en contexte électoral à l'occasion des élections provinciales de la Colombie-Britannique de 2024.

4.4 Défis méthodologiques

- [69] Il est de plus en plus difficile pour les chercheurs d'accéder aux données à grande échelle des plateformes. Auparavant, les plateformes étaient beaucoup plus transparentes dans la publication ou le partage de leurs données. Certaines plateformes donnaient aux chercheurs du milieu académique un accès gratuit ou peu coûteux à leur interface de programmation d'applications (en anglais, *Application Programming Interface* ou « **API** »). Cela leur permettait d'obtenir un accès direct à des données détaillées et à grande échelle sur l'activité ayant lieu sur les plateformes.
- [70] Plus récemment, l'accès à des données de haute qualité a été considérablement restreint. Par exemple, les données de Facebook et d'Instagram ne sont plus accessibles via l'API. La Bibliothèque de contenu de Meta et l'API ne permettent qu'un accès de type « bac à sable » aux données des utilisateurs : les chercheurs peuvent examiner les données sur le système d'une plateforme particulière, mais ne peuvent pas exporter ces données afin de mener leur propre analyse indépendante. Twitter/X est passé d'un accès gratuit à l'API pour 10 millions d'utilisateurs à une facturation de 5 000 dollars américains par mois pour accéder à un ensemble limité de données pour 1 million de gazouillis. L'accès aux données de réseau, telles que les renseignements sur les utilisateurs qui se suivent les uns les autres, nécessite désormais un compte d'entreprise au prix de 50 000 dollars américains par mois.
- [71] Les politiques d'accès aux données des plateformes ont évolué au fil du temps pour diverses raisons. Le professeur Bridgman a fait remarquer que la fourniture de données à grande échelle aux chercheurs coûte de l'argent aux plateformes et que la facturation de frais est un moyen de recouvrer les coûts.
- [72] Le professeur Owen a fait remarquer que certaines incitations politiques et commerciales jouent également un rôle. Facebook a ouvert l'accès à ses données en 2016 en réponse à la pression politique exercée par les allégations de désinformation russe dans le cadre de la campagne présidentielle américaine. Elle a ensuite fermé l'accès à ces données en réponse à l'identification de certaines informations. Au même moment, TikTok a ouvert son API afin de différencier ses politiques de celles de Facebook et d'être perçu par les décideurs politiques comme un acteur respectable.

Twitter/X se présentait à l'origine comme radicalement ouvert, mais des développements plus récents ont conduit à des changements idéologiques importants survenus à la tête de l'entreprise et à des pressions financières substantielles dues à la baisse des recettes publicitaires.

[73] En raison de l'accès plus restreint aux données, le MEO n'est pas en mesure d'accéder à certains types de données précieuses sans dépenser des sommes astronomiques. Au lieu de cela, les chercheurs, y compris le MEO, doivent obtenir des données plus limitées par leurs propres moyens. Le développement et le maintien des outils numériques nécessaires pour effectuer ce travail en l'absence d'accès à l'API nécessitent également beaucoup de ressources.

[74] Les avocats de la Commission ont demandé si les chercheurs étaient en mesure d'attribuer la responsabilité de la mésinformation et de la désinformation en ligne à des États étrangers. Les témoins ont indiqué que cette attribution comportait des défis importants. Le professeur Owen a rappelé ses commentaires antérieurs sur la nature anonyme de la production d'informations qui caractérise l'écosystème moderne de l'information. Cela rend extrêmement difficile l'identification de la source de la mésinformation ou de la désinformation avec à une entité particulière, telle qu'un acteur étatique.

[75] Le professeur Bridgman a ajouté qu'étant donné que le MEO se concentre sur l'écosystème canadien de l'information, il n'est pas nécessaire de détecter la propagande qui existe à l'extérieur du Canada en général. Ce qui importe, c'est plutôt de savoir quand et comment cette propagande pénètre dans l'écosystème canadien. En utilisant les méthodes du MEO, il n'est pas toujours possible d'identifier un compte étranger particulier comme étant la source d'un message de mésinformation ou de désinformation s'introduisant dans l'écosystème canadien de l'information. Le MEO se concentre donc plutôt sur l'importation au Canada du contenu.

[76] Souvent, des cas surviendront où l'on s'interrogera sur la source ultime des informations qui circulent au Canada. Il se peut qu'un compte soit celui d'un mandataire connu d'un État étranger, mais ce n'est pas fréquemment le cas. De même, la manière dont le compte « source » identifié par le MEO a obtenu les informations en question

n'est pas toujours claire. Par exemple, elles peuvent provenir d'une autre plateforme en ligne que le MEO ne surveille pas.

- [77] Le professeur Owen a ajouté qu'il existe des stratégies plus crues qui peuvent être utilisées pour attribuer la diffusion d'informations à une source particulière, y compris un État. Par exemple, si les chercheurs constatent qu'un certain nombre de comptes sont ceux d'acteurs gouvernementaux connus ou de mandataires agissant de concert, il est possible d'en déduire une intention de la part d'un État. Cependant, même lorsque cela est possible, on ne peut généralement le faire que rétrospectivement. Il ne s'agit pas d'un moyen permettant d'intervenir en temps réel pour contrecarrer ce type d'activité.
- [78] Les avocats de la Commission ont posé des questions sur la capacité des chercheurs à détecter les activités inauthentiques en ligne, telles que les campagnes d'influence ciblées, même si elles ne peuvent pas être attribuées à un acteur particulier. Le professeur Bridgman a indiqué qu'il existe des méthodes permettant de détecter certains types d'activités inauthentiques en ligne. Toutefois, compte tenu des difficultés d'accès aux données directement à partir des plateformes, la capacité des chercheurs à le faire est limitée. Selon lui, les types de campagnes d'influence qui pourraient avoir le plus d'impact risquent d'être très difficiles, voire impossibles à détecter compte tenu des limites actuelles en matière d'accès aux données.
- [79] Les avocats de la Commission ont demandé si la capacité du MEO à surveiller les plateformes en langues autres que l'anglais ou le français présentait des lacunes. Le professeur Bridgman a fait remarquer que le MEO dispose d'un personnel capable d'effectuer ce travail à l'échelle ethnographique, mais pas à grande échelle. Il a indiqué que le Mécanisme de réponse rapide d'Affaires mondiales Canada remplissait également cette fonction. Il a indiqué qu'il n'existait pas de procédé technique particulier pour ce type de surveillance. Ce qu'il faut, c'est qu'une personne d'une communauté donnée s'en charge manuellement. Il a fait remarquer que les établissements universitaires sont relativement bien placés pour effectuer ce type de surveillance en raison de la présence de populations d'étudiants diversifiées sur le plan linguistique qui peuvent s'impliquer dans la surveillance des médias.

- [80] Cependant, il a fait remarquer que la surveillance du segment non anglophone/francophone de l'écosystème canadien de l'information posait encore des problèmes en termes de ressources. Les communautés linguistiques minoritaires utilisent souvent leurs propres ensembles distincts de plateformes en ligne. Chaque plateforme supplémentaire qu'un chercheur tente de surveiller nécessite des ressources supplémentaires, tant sur le plan des outils techniques que des chercheurs qualifiés possédant les compétences linguistiques nécessaires. En outre, il est relativement difficile pour les enquêtes d'opinion publique d'atteindre les communautés linguistiques minoritaires et les diasporas. Bien que ce travail puisse être effectué, il présente ses propres défis et limites. Les chercheurs doivent généralement choisir les segments linguistiques/culturels de l'écosystème de l'information qu'ils souhaitent surveiller. Par exemple, le MEO a surveillé les plateformes en langue chinoise pendant l'élection générale de 2021, mais pas les plateformes en langue russe.
- [81] Le professeur Loewen a fait remarquer qu'il existe un problème connexe concernant la détection du ciblage de candidats individuels pendant les élections, en particulier dans des communautés ethniques spécifiques. Il a mentionné que le type de ciblage qui a été allégué à cet égard peut souvent comporter des messages très nuancés, difficiles à comprendre pour une personne extérieure. Les nuances culturelles qui interviennent dans ce type d'événement peuvent être difficiles à déceler.
- [82] En ce qui concerne le cadre de réponse aux incidents du Réseau, les témoins ont indiqué que son application la plus récente, en lien avec l'activité de *bots* sur Twitter/X entourant l'événement du Parti conservateur à Kirkland Lake, la réponse du Réseau est intervenue moins vite qu'ils ne l'auraient souhaité. [L'activité de *bots* liée à Kirkland Lake a été détectée pour la première fois le 3 août 2024. La réponse aux incidents du Réseau a été activée le 9 août 2024. L'avis d'incident a été publié le 14 août 2024, et le compte rendu d'incident a été publié le 28 août 2024⁵]. Cependant, ils ont indiqué que l'incident avait servi de démonstration de la pertinence du cadre et démontré que le Réseau était capable de faire ce pour quoi il avait été conçu.

⁵ COM0000500, COM0000502, COM0000503, COM0000504, COM0000505, COM0000506, COM0000507, COM0000577.

4.5 Améliorations possibles

- [83] Les témoins ont été invités à indiquer comment il serait possible de remédier à certaines des limites quant à la capacité des chercheurs à surveiller efficacement l'écosystème de l'information.
- [84] Les professeurs Bridgman et Owen ont tous deux mentionné qu'il était essentiel de se pencher sur la réglementation en matière d'accès aux données. Les ressources qui doivent actuellement être investies pour recueillir les données des plateformes restreignent de manière importante la capacité du MEO de remplir son mandat. Mettre en place une série de règles obligeant ces plateformes qui opèrent en tant que forums publics sous propriété privée à donner accès à leurs données serait dans l'intérêt public. En l'absence de telles règles requérant des plateformes qu'elles donnent accès à leurs données, les chercheurs continueront de peiner en tentant d'acheter et d'extraire eux-mêmes des données adéquates. Ce défi est considérable compte tenu du rythme rapide auquel les plateformes modifient les systèmes qu'elles utilisent, ce qui oblige les chercheurs à modifier constamment leurs outils techniques ou à en mettre au point de nouveaux.
- [85] Le professeur Bridgman a indiqué que la stabilité du financement était un problème majeur. Le MEO dépend d'un personnel hautement qualifié qui est très prisé dans le secteur privé. Ce personnel est capable d'obtenir des salaires plus élevés en travaillant dans le secteur privé plutôt que pour une entité comme le MEO. Le MEO mise donc sur le fait que son travail est d'intérêt public pour attirer du personnel qualifié. Cela peut s'avérer difficile compte tenu du fait que le MEO ne peut pas offrir de postes permanents à ses employés puisqu'il dépend d'ententes de financement avec le gouvernement qui sont sujettes à une date d'expiration, et qui peuvent ou non être renouvelées. Le professeur Owen a confirmé le fait qu'il est extrêmement difficile de recruter du personnel hautement qualifié lorsqu'on ne peut offrir que des contrats d'une durée limitée.
- [86] Un problème étroitement lié est que le financement n'est pas coordonné adéquatement entre les différents ministères. Le MEO, les partenaires du Réseau et d'autres organisations similaires dépendent du financement d'un éventail de ministères, y

compris ceux du Patrimoine canadien, de la Sécurité publique et d’Affaires mondiales Canada. De plus, plusieurs avenues de financement peuvent exister au sein de chacun de ces ministères. Les professeurs Bridgman et Owen ont tous les deux fait remarquer que le financement est attribué selon des cycles et des critères différents, bien qu’il vise essentiellement le même travail. Le professeur Loewen a également mentionné que l’accès au financement fédéral était un défi de taille.

- [87] Le professeur Owen a indiqué que l’approche adoptée par l’Union européenne (« **UE** ») était plus à même de s’attaquer aux défis concernant l’accès aux données et le financement. En vertu de la *Législation sur les services numériques*, les plateformes exerçant leurs activités sur le territoire de l’UE doivent payer une cotisation à l’Observatoire européen des médias numériques, une organisation non gouvernementale indépendante donc la fonction est similaire à celle du MEO. L’Observatoire européen a le pouvoir d’obliger les plateformes à lui fournir des données, qu’il assemble et distribue ensuite aux chercheurs. Ce système confère un financement stable et un accès robuste aux données tout en maintenant la fonction de surveillance à l’extérieur de l’appareil gouvernemental.
- [88] Le professeur Owen a précisé que l’une des limites du modèle de l’UE est que seule la collecte des données est financée par les cotisations des plateformes. L’analyse des données doit être financée séparément.

5. Analyse des élections générales de 2019 et 2021 par le MEO

5.1 Élection générale de 2019

- [89] La première opération majeure du MEO fut de surveiller l’écosystème médiatique en amont de l’élection générale de 2019, ainsi que tout au long de celle-ci. Il a surveillé Facebook et Twitter, ainsi que les nouvelles publiées par près de vingt médias d’information. Il a également effectué neuf enquêtes et acheté des données mesurées auprès d’environ 1300 personnes.
- [90] Les conclusions du MEO suggéraient que l’écosystème canadien de l’information politique était probablement plus robuste que celui d’autres pays, et particulièrement

celui des États-Unis, grâce à une relativement grande confiance de la population canadienne envers les médias d'information traditionnels, à ses préférences médiatiques plutôt homogènes dans lesquelles les médias hyper partisans ne jouaient qu'un rôle marginal, à un niveau élevé d'intérêt et de connaissance à propos de la chose politique et à une polarisation idéologique relativement faible, malgré la fragmentation des sources d'informations en ligne.

- [91] En ce qui touche spécifiquement la désinformation, le MEO a déterminé qu'elle n'avait pas joué de rôle majeur dans l'élection. Cette conclusion correspondait à celles d'autres constats effectués par des journalistes, des chercheurs du milieu académique, des organismes et responsables gouvernementaux, ainsi que des organisations du secteur privé. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de tentatives de désinformation, mais plutôt que les tentatives ne semblaient pas être le fruit d'une action coordonnée et n'ont eu que de faibles répercussions sur l'écosystème de l'information.
- [92] On a demandé aux témoins de discuter d'un incident impliquant un article publié sur le site web du *Buffalo Chronicle*, incident mentionné dans le rapport du MEO. Le professeur Bridgman et le professeur Loewen ont tous deux décrit cet incident comme un cas où le réflexe de vérification des faits et l'hypervigilance des médias ont eu pour effet d'amplifier la désinformation plutôt que de la neutraliser. Ils ont indiqué que seul un très petit nombre de Canadiens avaient été exposés aux allégations contenues dans l'article du *Buffalo Chronicle*.
- [93] Selon un petit échantillon de données mesurées, il est estimé qu'environ quatre fois plus de Canadiens ont été exposés au contenu de l'article par le biais des reportages des grands médias sur le *Buffalo Chronicle*. (Les données mesurées étant imprécises compte tenu de la taille réduite de l'échantillon, on estime que le nombre véritable de personnes exposées est beaucoup plus grand.) Cependant, les témoins ont souligné que même en tenant compte de cette amplification, la portée de l'article du *Buffalo Chronicle* fut extrêmement restreinte.

5.2 Élection générale de 2021

- [94] Le MEO a surveillé l'écosystème de l'information lors de l'élection générale de 2021 par le biais de la surveillance des réseaux sociaux, de la collecte de données à grande échelle de Facebook, Instagram, Reddit et Twitter (qui donnait tous accès à leur API à l'époque), de la surveillance des médias radiotélévisés et d'enquêtes menées auprès des Canadiens avant, pendant et après l'élection.
- [95] Comparativement à 2019, le MEO a détecté une quantité importante de désinformation circulant dans l'écosystème d'information, particulièrement à l'endroit des mesures sanitaires liées à la COVID-19, ainsi que des allégations de fraude électorale massive.
- [96] Le MEO a conclu que la désinformation qui circulait a eu un impact limité sur l'élection. Les tentatives de désinformation ont généré relativement peu de discussions, et les Canadiens étaient généralement en mesure de détecter les fausses nouvelles. Les électeurs avaient plus tendance à croire les vraies nouvelles.
- [97] Le MEO a constaté que des responsables et médias d'État chinois avaient commenté l'élection, apparemment dans le but de convaincre les Sino-Canadiens de voter contre le Parti conservateur. Des informations erronées avaient circulé sur les plateformes de médias sociaux de langue chinoise. Cependant, le MEO n'a trouvé aucune indication voulant que l'ingérence chinoise aurait eu un effet significatif sur l'élection générale. Cependant, le MEO ne pouvait pas exclure entièrement la possibilité que certaines luttes dans certaines circonscriptions aient pu être influencées par ces activités.
- [98] Le MEO n'a pas détecté d'ingérence russe dans les médias de langue anglaise ou de langue française. Cependant, le MEO n'a pas surveillé les publications de langue russe sur les médias sociaux, ni la plateforme russe V Kontakte. Il ne peut donc pas exclure la possibilité que la communauté russophone au Canada ait été la cible d'une campagne d'influence russe à petite échelle. Cependant, il n'a trouvé aucun élément permettant de le prouver.